

Séance publique du lundi 7 octobre 2013

Convoqué le mardi 1 octobre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 7 octobre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Annie BENEZECH, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Sarah EL ATMANI, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Christian BOUILLE, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Exercice 2013 - Décision Modificative n°2 du Budget Principal de la Ville de Montpellier

Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2013, il convient de procéder à des ajustements de crédits en dépenses et en recettes conformément à la nomenclature M14.

1) Qualité comptable

En matière de qualité comptable, la Ville de Montpellier a engagé avec la Trésorerie Municipale un examen de ses comptes de bilan et propose de procéder à la réaffectation de certaines opérations anciennes sur les comptes adéquats.

Il est ainsi proposé d'améliorer les imputations comptables de nos comptes de bilan en utilisant le niveau le plus fin de la comptabilité M14 sur 2 types d'opérations :

- réimputation de 2 850 761.22 euros de subventions transférables vers les subventions non transférables (équilibré en dépenses et en recettes). En effet, l'imputation « subventions transférables » doit être utilisée uniquement lorsque le bien concerné est amorti ;
- réimputation de 709 710.25 euros du compte 20422 subventions aux personnes privées au compte 204182 subventions aux personnes publiques (équilibré en dépenses et en recettes) ;
- réimputation de 2 912 800.00 euros du compte 204182 subventions aux personnes publiques au compte 20422 subventions aux personnes privées (équilibré en dépenses et en recettes).

Il est proposé en outre de transférer sur les comptes nature définitifs les frais d'études suivis de travaux conformément à l'instruction M14 pour un montant de 2 059 822.47 euros.

Enfin, pour répondre aux exigences de certification comptable, il est également proposé une mesure prudentielle consistant en la création de deux provisions : l'une pour litiges à hauteur de 200 000.00 euros et l'autre pour créances irrécouvrables à hauteur de 300 000.00 euros.

L'ensemble de ces opérations se concrétise ainsi :

Recettes d'investissement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
908	823	134	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	250 835.99
908	824	134	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	284 533.23
908	824	204182	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	2 912 800.00
908	824	20422	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	709 710.25
910		21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 059 822.47
912		134	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 315 392.02
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT				8 533 093.96

Dépenses d'investissement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
908	823	133	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	250 835.99
908	824	133	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	232 500.00
908	824	204182	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	709 710.25
908	824	20422	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	2 912 800.00
910		21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 059 822.47
911		133	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	52 033.23
912		133	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 315 392.02
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT				8 533 093.96

Dépenses de fonctionnement

CHAPITRE	NATURE	LIBELLE	MONTANT
931	6815	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES	200 000.00
931	6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES	300 000.00
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			500 000.00

Les opérations relatives à la qualité comptable s'établissent ainsi en dépenses et en recettes d'investissement à 8 533 093.96 euros et en inscription à la section de fonctionnement à hauteur de 500 000.00 euros.

2) Ajustement de crédits

1. Section de fonctionnement

Les ajustements de crédits en fonctionnement permettent notamment d'ajuster le montant du Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC), suite à sa notification pour un montant de 709 681 euros.

Ils se décomposent de la façon suivante :

Recettes de fonctionnement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
----------	----------	--------	---------	---------

931		76	PRODUITS FINANCIERS	11 415,00
932		74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	109 700,00
933		73	IMPOTS ET TAXES (FPIC)	709 681,00
933		73	IMPOTS ET TAXES	300 000,00
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT				1 130 796,00

Dépenses de fonctionnement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
920	020	61	SERVICES EXTERIEURS	95 000,00
920	020	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	-4 990,00
923	30	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	-1 010,00
928	816	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	60 000,00
928	821	61	SERVICES EXTERIEURS	182 400,00
928	824	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	6 000,00
931		66	CHARGES FINANCIERES	-100 000,00
939		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	393 396,00
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				630 796,00

2. Section d'investissement

Les ajustements de crédits s'équilibrent en dépenses et en recettes d'investissement à 11 038 533.67 euros.

Ils permettent notamment :

- de constater le Crédit de Paiement de l'opération votée en AP Théroigne de Méricourt pour un montant de 617 000 euros,
- d'inscrire, en préfiguration des CRAC qui seront présentés au Conseil Municipal de novembre 2013, une avance de 10 millions d'euros à la SERM, remboursable au fur et à mesure des commercialisations sur les ZAC et au plus tard fin 2014,
- de réimputer le dernier versement relatif à la vente de Grammont sur le chapitre adéquat (5 millions d'euros).

Ils se décomposent de la façon suivante :

Recettes d'investissement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
919		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	393 396,00
911		16	EMPRUNTS ET DETTES	8 455 833,67
908	821	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	200 000,00
908	823	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	-10 000,00
908	824	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 999 304,00
911		27	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 000 000,00
95		024	PRODUITS DES CESSIONS	-5 000 000,00

Dépenses d'investissement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
900	020	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-30 000.00
900	020	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-82 500.00
901	112	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-15 000.00
901	112	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-334 880.00
905	520	27	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 000.00
908	822	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22 500.00
908	824	20422	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	1 503 413.67
908	824	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	-35 000.00
911		27	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 000 000.00
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT				11 038 533.67

La Décision Modificative s'équilibre ainsi :

- en dépenses et en recettes de fonctionnement à 1 130 796 euros
- en dépenses et en recettes d'investissement à 19 571 627.63 euros

	Investissement		Fonctionnement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Ajustement de crédits	11 038 533.67	11 038 533.67	630 796.00	1 130 796.00
Qualité comptable	8 533 093.96	8 533 093.96	500 000.00	
Total	19 571 627.63	19 571 627.63	1 130 796.00	1 130 796.00

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- adopter la Décision Modificative proposée au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 08 octobre 2013